



MONDE

Accueil > Monde

Des économies africaines encore plus fragilisées

AMANDINE CAILHOL 12 SEPTEMBRE 2014 À 19:26

Plusieurs organisations internationales estiment que les mesures de sécurité sont contre-productives.

Ralentissement de la croissance et des échanges, gel des investissements, dépenses budgétaires en hausse : le virus Ebola ne s'en prend pas qu'aux hommes. Il mine aussi le dynamisme économique de l'Afrique de l'Ouest. La faute à la crise sanitaire, bien sûr, mais aussi à la réponse, jugée démesurée, des autorités et des acteurs économiques. *«Les événements épidémiologiques favorisent des fantasmes et des représentations qui vont bien au-delà de la probabilité d'être touché»*, note Philippe Hugon, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques en charge de l'Afrique. Et cette méfiance est *«source d'effets économiques négatifs bien plus graves que l'épidémie elle-même»*, poursuit l'expert.

A commencer par les mesures de fermeture des frontières et des lignes aériennes, qualifiées de *«draconiennes»* et *«non indispensables»* par le président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka. Déjà critiquées par Médecins sans frontières pour leur contre-productivité dans la lutte contre l'épidémie, ces restrictions commencent à plomber ces économies. *«Les recettes sont en chute libre, les taux de change sont tombés, les marchés ne fonctionnent pas, les compagnies aériennes ne viennent plus, des projets sont annulés, les hommes et femmes d'affaires sont partis»*, alerte le patron de la BAD. Même constat de l'Union africaine (UA), réunie lundi à Addis-Abeba (Ethiopie), qui plaide pour la levée de *«toutes les interdictions de voyage, afin que les gens puissent se déplacer entre pays et faire du commerce»*. L'enjeu ? Eviter *«l'isolement ou la stigmatisation des victimes, des communautés ou des pays»*, explique la présidente de la Commission de l'UA. Et ne pas tomber dans le piège de la *«prophétie autoréalisatrice, la même qui a fait plonger le monde dans la crise financière en 2008»*, analyse Jean-Joseph Boillot, conseiller au Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale.

«Psychose». Entre peur et paralysie des marchés, les entreprises hésitent à poursuivre leurs activités. Privées d'approvisionnement et/ou de leurs salariés, beaucoup tournent au ralenti. D'autres préfèrent fermer par principe de précaution. *«L'activité baisse et pourrait chuter de près de 4% si ces entraves au commerce perdurent»*, alerte Etienne Giros, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique. Même si, pour l'heure, les sociétés françaises *«font tout pour maintenir l'emploi en mettant en place des mesures simples et non guidées par la psychose»*, précise-t-il. D'autres ne masquent pas leurs inquiétudes : *«sans le soutien de la communauté internationale, la situation économique de ces pays, dont beaucoup commencent à peine à retrouver la stabilité après des décennies de guerres civiles, sera encore plus*

catastrophique», préviennent, dans un communiqué, onze groupes internationaux présents en Afrique de l'Ouest.

La situation est d'autant plus explosive que le recul de la croissance se conjugue à une hausse des dépenses de santé. Au Liberia, Amara Konneh, le ministre des Finances, chiffre les frais engendrés par le virus d'Ebola à plus de 9 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. De quoi affecter les budgets des Etats, selon l'agence Moody's, et freiner le dynamisme de ces pays *«qui attiraient jusqu'alors les investissements»*, note Philippe Hugon. En 2013, l'Afrique a enregistré une croissance de 6,8% de ses investissements directs à l'étranger (IDE), selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, pour atteindre 43 milliards d'euros. Or, si le fléchissement n'est pas encore chiffrable, selon les experts, ces IDE sont en baisse depuis le début de la crise. Exemple symptomatique, le 8 août, ArcelorMittal a annoncé la suspension d'un chantier d'agrandissement d'une mine de minerai de fer au Liberia.

Manioc. Autre inquiétude, celle d'une pénurie alimentaire, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). En cause ? Les quarantaines et les restrictions aux déplacements en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, qui *«ont sérieusement limité le mouvement et la commercialisation des aliments»*. De plus, la crise *«a engendré des achats dictés par la panique, des pénuries alimentaires et de fortes flambées des prix »*, note la FAO. En quelques semaines, le prix du manioc a grimpé de 150%. Et la situation pourrait s'aggraver si la main-d'œuvre venait à manquer pour les deux grandes campagnes agricoles de la région à venir (riz et maïs). Un enjeu de taille pour les trois pays concernés, importateurs nets de plusieurs produits alimentaires, dont les céréales, qui pourrait fragiliser - encore plus - leur souveraineté alimentaire.

Amandine CAILHOL

0 COMMENTAIRES

[Plus récents](#) | [Plus anciens](#) | [Top commentaires](#)